

(1)
(N° 365)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1920.

**Projet de loi tendant à différer les opérations de recrutement
de la levée de 1920.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Répondant au vœu maintes fois exprimé au sein du Parlement, le Gouvernement a mis à l'étude la revision complète de la législation sur la milice; il compte pouvoir, dès l'ouverture de la prochaine session parlementaire, soumettre aux délibérations des Chambres un projet de loi sur la matière, mis en harmonie avec les exigences actuelles de la défense nationale. Cependant, à moins de dispositions législatives spéciales, la levée de 1920 devrait s'opérer suivant les prescriptions des lois actuellement en vigueur, ce qui donnerait lieu aux inconvénients multiples qui font désirer si ardemment la revision projetée.

Or, si l'on considère qu'en toute hypothèse, la classe de 1920 ne sera appelée en activité qu'en 1921, il n'y a aucun inconvénient à retarder les opérations de milice consécutives à l'inscription pour la dite levée; le recrutement des levées de 1920 et de 1921 pourrait s'opérer en 1921 simultanément, sous le régime de la loi nouvelle.

Tel est, en ordre principal, l'objet du projet soumis à vos délibérations. En ordre secondaire, le dit projet comporte des dispositions spéciales visant les réfractaires, les défaillants et les retardataires d'avant guerre, les miliciens appartenant, par leur âge, à la levée spéciale de 1919, qui, pour un motif quelconque, n'ont pu comparaître devant les juridictions de milice avant la clôture des opérations de cette levée, les aspirants volontaires de milice et, enfin, tous ceux qui sont présumés en infraction au regard des arrêtés-lois de recrutement pour la durée de la campagne.

Il importe, en effet, que ceux qui ne sont pas en défaut ou qui ont un motif d'excuse à invoquer puissent faire régulariser leur situation au plus tôt, de

même que l'ordre public est intéressé à ce que des poursuites *immédiates* soient exercées et des sanctions prises à l'égard de ceux qui, sciemment, n'ont pas rempli le plus sacré des devoirs quand la Patrie était en danger.

Dans un autre ordre d'idées, il est constant que certains miliciens de la levée spéciale de 1919 qui ont sollicité et obtenu une exemption pour motifs de convenances personnelles, subissent un préjudice grave du fait de l'échelonnement obligé de l'appel à l'activité des diverses classes formant la dite levée.

Il sera donc permis de revenir sur la chose jugée et de retirer l'exemption à ceux qui en font la demande; ils pourront ainsi accomplir leur service actif avec la classe qui sera appelée la première sous les armes après la décision révisée.

L'article 3 répond, dans la mesure jugée légitime, au sentiment de certains membres de la Chambre qui ont déposé une proposition de loi tendant à accorder des avantages aux jeunes gens ayant appartenu à un corps de renseignements reconnu par un Gouvernement allié.

D'autre part, il a paru superflu d'instituer une commission de recrutement par arrondissement pour statuer sur les cas spéciaux visés par le projet; une juridiction de première instance et une juridiction d'appel, par province, pourront suffire à la tâche.

L'article 6 a pour but de fixer nettement les idées, assez confuses jusqu'ici, en ce qui concerne le réfractariat en temps de guerre. En l'espèce, l'infraction commise revêt un caractère de gravité tout différent selon que le délinquant en raison de son âge, de son état-civil et de sa résidence à la date du 21 juillet 1916, appartient ou non à un groupe qui a été appelé au service actif pendant la campagne. Tous ceux qui se sont soustraits à l'obligation de concourir *effectivement* à la défense du pays en danger seront rigoureusement recherchés et déférés à la justice répressive. Par contre, tout en flétrissant comme il convient, l'attitude peu courageuse et peu patriotique de ceux qui ont omis de se faire inscrire et dont l'abstention fait présumer l'intention de se soustraire éventuellement aux appels au service actif, le Gouvernement propose, dans un but d'apaisement, de ne pas engager de poursuites à leur égard.

L'article 7 étend l'application de l'article 30 de la loi organique aux miliciens qui, se trouvant à l'étranger, malades ou infirmes, pourraient être réputés défaillants à défaut de comparaître devant la Commission de recrutement.

L'article 8 est inspiré du même ordre d'idées que la disposition (art. 1^{er}, 3^o) relative aux ajournés pour cause morale, sauf qu'il a fallu en limiter le bénéfice pour ne pas dépasser le chiffre du contingent ni les prévisions budgétaires.

Enfin, l'article 9 tend à fixer la portée d'une disposition de la loi du 1^{er} mars 1919 qui a prêté à controverse.

Le Ministre de l'Intérieur,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Défense nationale,

P.-E. JANSON.

Projet de loi tendant à différer les opérations de recrutement de la levée de 1920.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de recrutement consécutives à l'inscription pour la levée de 1920, pourront avoir lieu en 1921, sauf en ce qui concerne :

1° Les réfractaires, les défaillants et les retardaires au sens des lois de milice coordonnées en vigueur au 1^{er} août 1914 ;

2° Les individus visés à l'article 4 de la loi du 30 décembre 1919 ;

3° Les appelés de la levée spéciale de 1919, ajournés pour une cause morale et qui solliciteraient le retrait de leur exemption ;

4° Les jeunes gens dont l'engagement volontaire a été annulé et qui, par leur âge, se rattachent à la levée spéciale de 1919.

Les jeunes gens visés aux 3° et 4° ci-dessus commencent leur service actif : avec les miliciens de la classe de 1918,

Wetsontwerp strekkende tot het verdayen der wervingsverrichtingen van de lichte 1920.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Nationale Verdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, ter wetgevende Kamers voorgedragen worden.

EERSTE ARTIKEL.

De op de inschrijving voor de lichte van 1920 volgende wervingsverrichtingen zullen in 1921 kunnen plaats hebben, behoudens betreffende :

1° De weerspannigen, nalatigen en achterblijvers naar de opvatting van de op 1 Augustus 1914 van kracht zijnde samengecordende militiewetten ;

2° De personen bedoeld bij artikel 4 der wet van 30 December 1919 ;

3° De om een zedelijke reden uitgestelde opgeroepen der bijzondere lichte van 1919, die om de intrekking hunner vrijstelling zouden verzoeken ;

4° De jongelingen wier vrijwillige dienstneming werd vernietigd en die door hun ouderdom opnieuw tot de bijzondere lichte van 1919 behooren.

De bij voornoemde 3° en 4° bedoelde jongelingen beginnen hun werkelijken dienst : met de miliciens der klasse van

si leur âge les rattache à cette classe ou à une classe antérieure; avec les miliciens de la classe 1919 si leur âge les rattache à cette dernière;

5° Les jeunes gens visés à l'article 77, *littera F*, 1^{er} alinea des lois de milice coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1913.

Ils seront rattachés à la première classe qui sera appelée au service actif après que sera intervenue la décision qui les concerne.

ART. 2.

Les réfractaires, les défaillants et les retardataires visés au 1^o de l'article 1^{er} ci-dessus qui ont fait partie, soit de l'armée belge, sans que leur situation irrégulière ait été découverte, soit de l'armée de l'une des nations alliées ou associées sont, d'office, assimilés aux miliciens ou excusés, selon le cas, et exonérés de toute obligation supplémentaire de service en temps de paix. Leur terme de milice prend cours à la date du 15 septembre de l'année au cours de laquelle ils ont été incorporés pendant la guerre.

ART. 3.

Les appelés qui ont fait partie, en territoire occupé, d'un service de renseignements reconnu par le Gouvernement belge ou l'un des gouvernements alliés, pourront obtenir, sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1919, relative à ceux d'entre eux qui ont subi un emprisonnement, une réduction du terme de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu au dit service de renseignements.

1918, indien hun ouderdom hen opnieuw bij deze klasse of bij een vorige klasse voegt; met de miliciens der klasse van 1919 indien hun ouderdom hen opnieuw voegt bij deze laatste;

5° De jongelingen bedoeld bij artikel 77, *letter F*, eerste lid der bij het Koninklijk besluit van 30 April 1913 samengeordende militiewetten.

Zij zullen opnieuw gevoegd worden bij de eerste klasse die tot den werkelijken dienst zal geroepen worden na het nemen der hen betreffende beslissing.

ART. 2.

De bij 1^o van artikel 1 hierboven bedoelde weerspanningen, nalatigen en achterblijvers, die deel uitgemaakt hebben, hetzij van het belgisch leger zonder dat hun onregelmatige toestand werd ontdekt, hetzij van het leger van een der geallieerde of geassocieerde naties, worden ambtshalve gelijkgesteld met de miliciens of, volgens het geval, verontschuldigd en ontheven van alle bijkomende dienstverplichting in vrede-tijd. Hun militietermijn vangt aan op 15 September van het jaar gedurende hetwelk zij tijdens den oorlog werden ingelijfd.

ART. 3.

De opgeroepen, die in het bezet gebied deel uit gemaakt hebben van een door de belgische regering of geallieerde regeeringen erkenden inlichtingsdienst kunnen, ongeminderd de bepalingen der wet van 1 Maart 1919, betreffende degenen onder hen die een gevangenzitting ondergaan hebben, eene vermindering van den werkelijken diensttermijn bekomen gelijk aan de helft van den tijd dat zij werkelijk tot voornoemden inlichtingsdienst behoord hebben.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra, en tous cas, être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

Les hommes déjà désignés pour le service sont admis à réclamer le bénéfice de cette disposition, dont l'application, quant aux justifications à fournir, sera réglée par arrêté royal.

ART. 4.

Il est constitué, dans chaque province, une commission spéciale de recrutement et une commission spéciale d'appel pour statuer sur la situation des individus visés par l'article 1^{er}, lesquels seront régis, *en dehors de la présente loi*, par les lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, modifiées par les lois des 1^{er} mars, 15 novembre et 30 décembre 1919.

Toutefois le littéra C de l'article 27 des lois de milice coordonnées rentre en vigueur.

Les commissions spéciales créées par le présent article sont compétentes pour statuer sur les cas visés aux articles 3, 6 et 8 de la présente loi.

ART. 5.

La commission spéciale de recrutement et la commission spéciale d'appel créées par l'article précédent ont la composition respectivement du conseil d'aptitude et du conseil de revision prévus par les lois de milice coordonnées de 1913.

Elles ont les mêmes attributions que celles définies aux chapitres IV et V de la loi du 1^{er} mars 1919 relativement aux commissions de recrutement et aux commissions provinciales d'appel.

Evenwel mag in alle geval hun aanwezigheid onder de wapens niet minder zijn als vier maand bij het voetvolk en zes maand bij de ruitrij.

De reeds tot den dienst aangewezen mannen worden toegelaten tot het inroepen van het voordeel dezer bepaling, waarvan de toepassing omtrent de over te leggen rechtvaardigingen bij Koninklijk besluit zal geregeld worden.

ART. 4.

Er wordt in elke provincie een bijzondere wervingscommissie en een bijzondere beroepscommissie ingesteld om uitspraak te doen over den toestand der bij artikel 1 bedoelde personen, die, *buiten deze wet*, zullen beheerd worden door de bij Koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Nochtans wordt letter C van artikel 27 der samengeordende militiewetten opnieuw van kracht.

De bij dit artikel opgerichte bijzondere commissies zijn bevoegd uitspraak te doen over de bij artikelen 3, 6 en 8 dezer wet bedoelde gevallen.

ART. 5.

De bij vorig artikel ingestelde bijzondere wervingscommissie en bijzondere beroepscommissie hebben onderscheidenlijk de samenstelling van den Geschiktheidsraad en van den Revisieraad welke voorzien zijn bij de samengeordende militiewetten van 1913.

Zij hebben dezelfde werkzaamheden als deze omschreven bij hoofdstukken IV en V der wet van 1 Maart 1919 betreffende de wervingscommissies en de provinciale beroepscommissies.

Leur compétence territoriale s'étend à la province pour laquelle elles ont été instituées; leur mandat prendra fin à une date qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 6.

Sont seuls considérés comme étant en infraction au sens de l'article 4, 2^e alinéa, de la loi du 30 décembre 1919, les individus auxquels les arrêtés-lois de recrutement pour la durée de la guerre imposaient des *obligations effectives* de service.

Les juridictions instituées en vertu de l'article 4 décident, dans chaque cas :

1^o Si l'intéressé est en infraction au regard des arrêtés-lois de recrutement ;

2^o S'il a des obligations de service au sens des lois de milice coordonnées modifiées par les lois des 1^{er} mars, 15 novembre et 30 décembre 1919.

Selon la décision rendue, elles le réfèrent à la justice répressive par application des arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916, ou, le cas échéant, proposent au Ministre de l'Intérieur la radiation du nom de l'intéressé du registre des récalcitrants.

ART. 7.

Par extension de l'article 30 des lois de milice coordonnées, si un milicien se trouvant à l'étranger est hors d'état de se présenter devant la commission de recrutement, il peut être visité à domicile par deux médecins désignés par le consul du ressort à la réquisition du président de la juridiction dont il s'agit.

Haar gewestelijke bevoegdheid strekt zich uit over de provincie voor dewelke zij ingesteld werden; hun mandaat zal eindigen op een datum welke bij koninklijk besluit zal bepaald worden.

ART. 6.

Worden alleen beschouwd als inbreuk makende naar de opvatting van artikel 4, 2^e lid der wet van 30 December 1919, de personen waaraan de wervingsbesluit-wetten *werkelijke verplichtingen* voor den dienst voor den duur van den oorlog oplegden.

De krachtens artikel 4 ingestelde rechtsmachten beslissen in elk geval :

1^o Of de belanghebbende inbreuk maakt ten opzichte der wervingsbesluit-wetten;

2^o Of hij dienstverplichtingen heeft naar de opvatting der samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Volgens de uitgebrachte beslissing verwijzen zij hem, bij toepassing der besluit-wetten van 5 Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, naar het beteugelend gerecht of, desgevallend, stellen zij aan den Minister van Binnenlandsche Zaken voor den naam van den belanghebbende te schrappen in het register der weerspannigen.

ART. 7.

Bij uitbreiding van artikel 30 der samengeordende militiewetten kan een milicien, als hij zich in den vreemde bevindt en niet in staat is voor de wervingscommissie te verschijnen, op vordering van den Voorzitter van bedoelde rechtsmacht, ten huize onderzocht worden door twee door den Consul van het gebied aangeduide geneesheeren.

Les praticiens désignés motivent leur rapport et prêtent serment, devant le consul, de la manière indiquée à l'article 30 susvisé.

Ces rapports ne peuvent donner lieu qu'à une exemption temporaire.

ART. 8.

La disposition de l'article 2, chapitre III, n° VI, de la loi du 1^{er} mars 1919 peut toujours être invoquée, même si le militaire intéressé se trouve déjà dans ses foyers, si, lors de l'entrée en vigueur de la dite loi, il faisait déjà partie de l'armée et n'a pas cessé d'y appartenir.

ART. 9.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 15 novembre 1919, ainsi qu'aux mêmes dispositions de l'article 4 de cette même loi, relative au moment où prend cours la durée du terme de service actif normal, les miliciens des classes 1918 et 1919 qui ont été désignés pour le service avant la clôture des opérations du recrutement de la levée spéciale de 1919, peuvent devancer l'appel au service actif de leur classe, lorsqu'il est dûment établi que l'application des dispositions susdites leur causerait un préjudice grave.

Toutefois, le nombre de miliciens en cause, autorisés à bénéficier du devancement d'appel ne pourra pas dépasser le total de six cents pour chacune des classes intéressées.

En tout état de cause, les bénéficiaires seront astreints à accomplir dans l'arme à laquelle ils seront assignés, comme suite aux décisions des juridictions con-

De aangeduide praktiseerende geneesheeren omkleeden hun verslag met redenen en leggen, op de wijze bij hoogerbedoeld artikel 30 vermeld, vóór den Consul den eed af.

De verslagen kunnen enkel tot een tijdelijke vrijstelling aanleiding geven.

ART. 8.

De bepaling van artikel 2, hoofdstuk III, n° VI der wet van 1 Maart 1919 kan steeds ingeroepen worden, zelfs indien de belanghebbende militair zich reeds in zijn haardstede bevindt, wanneer hij bij het van kracht worden van genoemde wet reeds deel uitmaakte van het leger en er nog steeds aan behoort.

ART. 9.

Bij afwijking van artikel 1 der wet van 15 November 1919, alsook aan dezelfde bepalingen van artikel 4 dezerzelfde wet betreffende het oogenblik waarop de duur van den normalen werkelijken diensttermijn aanvangt, kunnen de miliciens der klassen 1918 en 1919, die voor den dienst werden aangewezen vóór de sluiting der wervingsverrichtingen van de bijzondere lichting van 1919, vóór de oproeping hunner klasse tot den werkelijken dienst, in dienst treden, wanneer behoorlijk is vastgesteld dat de toepassing van voornoemde bepalingen hun een gewichtig nadeel zou berokkenen.

Evenwel mag het aantal der betrokken miliciens, die van de vervroegde oproeping mogen genieten, het totaal van zeshonderd voor elk der belanghebbende klassen niet overtreffen.

Hoe de zaak ook moge staan, de gerechtigden zullen steeds gehouden zijn in het wapen, waartoe zij ingevolge de beslissingen der geding beslissende

tentieuses, le terme de service actif imposé aux autres miliciens de leur classe.

Le Ministre de la Défense Nationale déterminera les conditions et les délais d'application des dispositions du présent article.

Donné à Laeken, le 15 juin 1920.

rechtsmachten werden aangewezen, den werkelijken diensttermijn, welke aan de andere miliciens hunner klasse opgelegd is, te volbrengen.

De Minister van Nationale Verdediging zal de voorwaarden en de toepassingstermijnen der bepalingen van dit artikel bepalen.

Gegeven te Laken, den 15^e Juni 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE .

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1920.

Wetsontwerp strekkende tot het verdagen der wervingsverrichtingen
van de lichting 1920.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge den wensch welke vaak in den schoot van het Parlement tot uiting kwam, heeft de Regeering de volledige herziening van de wetgeving op de militie ter studie gelegd; zoodra de aanstaande parlementaire zitting geopend wordt, rekent zij aan de beraadslagingen der Kamers een wetsontwerp te dier zake te kunnen onderwerpen in verband met de huidige vereischten der nationale verdediging. Zoo er geen bijzondere wettelijke beschikkingen getroffen worden, zou evenwel de lichting van 1920 moeten gedaan worden volgens de voorschriften der tegenwoordig van kracht zijnde wetten, iets wat aanleiding zou geven tot de menige zwaarigheden die de voorgenomen herziening zoo vurig doen verlangen.

Welnu, als men in acht neemt dat, in elke onderstelling, de klasse van 1920 enkel in 1921 in werkelijken dienst zal geroepen worden, dan staat er niets in den weg om de op de inschrijving volgende militieverrichtingen voor genoemde lichting uit te stellen; onder het stelsel der nieuwe wet zou dus de werving van de lichten van 1920 en 1921 ter zelfder tijd in 1921 kunnen geschieden.

Dit is, in de eerste plaats, het onderwerp van het aan uwe beraadslagingen onderworpen ontwerp. In de tweede plaats bevat dit ontwerp bijzondere bepalingen op de weerspannigen, nalatigen en achterblijvers van vóór den oorlog, de miliciens die, wegens hun ouderdom, tot de bijzondere lichting van 1919 behooren en om een of andere reden niet vóór de militierechtsmachten konden verschijnen alvorens het sluiten der verrichtingen dezer lichting, op de vrijwillige militieaanzoekers en, ten slotte, op al degenen die voor den duur van den veldtocht vermoedelijk inbreuk maakten op de wervingsbesluit-wetten.

Het is inderdaad van belang dat degenen, die in regel zijn of een reden tot verontschuldiging in te roepen hebben, hun toestand zoo haast mogelijk kunnen doen in 't klare trekken, evenals de openbare orde er belang bij heeft dat *onmiddellijke* vervolgingen ingespannen en strafbepalingen getroffen worden tegenover degenen die, wetens en willens, hun heiligste verplichtingen ontdoken wanneer het Vaderland gevaar liep.

Volgens een anderen gedachtengang staat het vast dat sommige miliciens der bijzondere lichting van 1919, die wegens persoonlijke aangelegenheden een vrijstelling vroegen en bekwamen, groot nadeel ondergaan door het gedwongen geleidelijk oproepen tot den werkelijken dienst van de verschillende klassen waaruit genoemde lichting bestaat.

Er zal dus toegestaan worden op het gewijsde terug te komen en de vrijstelling te ontnemen aan hen die er om vragen; zij zullen hun werkelijken dienst kunnen vervullen met de klasse die na de herziene beslissing het eerst onder de wapens geroepen wordt.

Artikel 3 beantwoordt, voor zoover het rechtmatig geacht wordt, het gevoelen van sommige leden der Kamer, die een wetsontwerp hebben neergelegd om voordeelen te verleenen aan de jongelingen die tot een door een geallieerde Regeering erkenden inlichtingsdienst behoord hebben.

Het scheen anderzijds overbodig een wervingscommissie per arrondissement in te stellen om over de bijzondere door het ontwerp beoogde gevallen uitspraak te doen; één rechtsmacht van eersten aanleg en één rechtsmacht van beroep, per provincie, zullen voor die taak volstaan.

Artikel 6 wil een vasten vorm geven aan de tot nu toe heel wat verwarde begrippen betreffende de weerspannigheid in oorlogstijd. De te dier zake begane inbreuk is van heel andere gewichtigheid volgens dat de overtreder, wegens zijn ouderdom, burgerlijken stand en verblijfplaats op 21 Juli 1916, al dan niet behoort tot een groep welke tijdens den veldtocht tot den werkelijken dienst werd opgeroepen. Al degenen, die de verplichting van het gevaar loopende land *werkelijk* te helpen verdedigen, ontdoken, zullen streng opgezocht en naar het beteugelend gerecht verwezen worden. Daarentegen, alhoewel de Regeering het kleinmoedig en niet erg vaderlandsch gedrag dergenen die veronachtzaamden zich te laten inschrijven of wier onthouding doet denken aan het inzicht zich desgevallend te onttrekken aan de oproepingen tot den werkelijken dienst, naar waarde brandmerkt, stelt zij voor te hunnen opzichte geen vervolgingen in te spannen om de gemoederen te bedaren.

Artikel 7 breidt de toepassing van artikel 30 der inrichtingswet uit op de miliciens die, in den vreemde, ziek of gebrekkelijk, wegens hun niet verschijnen vóór de Wervingscommissie, als nalatigen zouden kunnen doorgaan.

Artikel 8 is beïnvloed door denzelfden gedachtengang als de bepaling (art. 1, 3^o) betreffende de uitgestelden om zedelijke reden, behalve dat het voordeel ervan diende beperkt om noch het cijfer van het contingent, noch de begrootingsberamingen te overschrijden.

Ten slotte strekt artikel 9 om de draagkracht eener bepaling van de wet van 1 Maart 1919, welke een twistpunt was geworden, vast te stellen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.

Projet de loi tendant à différer les opérations de recrutement de la levée de 1920.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de recrutement consécutives à l'inscription pour la levée de 1920, pourront avoir lieu en 1921, sauf en ce qui concerne :

1° Les réfractaires, les défaillants et les retardaires au sens des lois de milice coordonnées en vigueur au 1^{er} août 1914;

2° Les individus visés à l'article 4 de la loi du 30 décembre 1919;

3° Les appelés de la levée spéciale de 1919, ajournés pour une cause morale et qui solliciteraient le retrait de leur exemption;

4° Les jeunes gens dont l'engagement volontaire a été annulé et qui, par leur âge, se rattachent à la levée spéciale de 1919.

Les jeunes gens visés aux 3° et 4° ci-dessus commencent leur service actif avec les miliciens de la classe de 1918,

Wetsontwerp strekkende tot het verdragen der wervingsverrichtingen van de lichte 1920.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Nationale Verdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, ter wetgevende Kamers voorgedragen worden.

EERSTE ARTIKEL.

De op de inschrijving voor de lichte van 1920 volgende wervingsverrichtingen zullen in 1921 kunnen plaats hebben, behoudens betreffende :

1° De weerspannigen, nalatigen en achterblijvers naar de opvatting van de op 1 Augustus 1914 van kracht zijnde samengeordende militiewetten;

2° De personen bedoeld bij artikel 4 der wet van 30 December 1919;

3° De om een zedelijke reden uitgestelde opgeroepen der bijzondere lichte van 1919, die om de intrekking hunner vrijstelling zouden verzoeken;

4° De jongelingen wier vrijwillige dienstneming werd vernietigd en die door hun ouderdom opnieuw tot de bijzondere lichte van 1919 behooren.

De bij voornoemde 3° en 4° bedoelde jongelingen beginnen hun werkelijken dienst met de miliciens der klasse van

si leur âge les rattache à cette classe ou à une classe antérieure; avec les miliciens de la classe 1919 si leur âge les rattache à cette dernière;

5° Les jeunes gens visés à l'article 77, lettre F, 1^{er} alinea des lois de milice coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1913.

Ils seront rattachés à la première classe qui sera appelée au service actif après que sera intervenue la décision qui les concerne.

ART. 2.

Les réfractaires, les défailants et les retardataires visés au 1° de l'article 1^{er} ci-dessus qui ont fait partie, soit de l'armée belge, sans que leur situation irrégulière ait été découverte, soit de l'armée de l'une des nations alliées ou associées sont, d'office, assimilés aux miliciens ou excusés, selon le cas, et exonérés de toute obligation supplémentaire de service en temps de paix. Leur terme de milice prend cours à la date du 15 septembre de l'année au cours de laquelle ils ont été incorporés pendant la guerre.

ART. 3.

Les appelés qui ont fait partie, en territoire occupé, d'un service de renseignements reconnu par le Gouvernement belge ou l'un des gouvernements alliés, pourront obtenir, sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1919, relative à ceux d'entre eux qui ont subi un emprisonnement, une réduction du terme de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu au dit service de renseignements.

1918, indien hun ouderdom hen opnieuw bij deze klasse of bij een vorige klasse voegt; met de miliciens der klasse van 1919 indien hun ouderdom hen opnieuw voegt bij deze laatste;

5° De jongelingen bedoeld bij artikel 77, letter F, eerste lid der bij het Koninklijk besluit van 30 April 1913 samengeordende militiewetten.

Zij zullen opnieuw gevoegd worden bij de eerste klasse die tot den werkelijken dienst zal geroepen worden na het nemen der hen betreffende beslissing.

ART. 2.

De bij 1° van artikel 1 hierboven bedoelde weerspanningen, nalatigen en achterblijvers, die deel uitgemaakt hebben, hetzij van het belgisch leger zonder dat hun onregelmatige toestand werd ontdekt, hetzij van het leger van een der geallieerde of geassocieerde naties, worden ambtshalve gelijkgesteld met de miliciens of, volgens het geval, verontschuldigd en ontheven van alle bijkomende dienstverplichting in vredetijd. Hun militietermijn vangt aan op 15 September van het jaar gedurende hetwelk zij tijdens den oorlog werden ingelijfd.

ART. 3.

De opgeroepen, die in het bezet gebied deel uit gemaakt hebben van een door de belgische regeering of geallieerde regeeringen erkenden inlichtingsdienst kunnen, ongeminderd de bepalingen der wet van 1 Maart 1919, betreffende degenen onder hen die een gevangenzitting ondergaan hebben, eene vermindering van den werkelijken diensttermijn bekomen gelijk aan de helft van den tijd dat zij werkelijk tot voornoemden inlichtingsdienst behoord hebben.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra, en tous cas, être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

Les hommes déjà désignés pour le service sont admis à réclamer le bénéfice de cette disposition, dont l'application, quant aux justifications à fournir, sera réglée par arrêté royal.

ART. 4.

Il est constitué, dans chaque province, une commission spéciale de recrutement et une commission spéciale d'appel pour statuer sur la situation des individus visés par l'article 1^{er}, lesquels seront régis, *en dehors de la présente loi*, par les lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, modifiées par les lois des 1^{er} mars, 15 novembre et 30 décembre 1919.

Toutefois le littéra C de l'article 27 des lois de milice coordonnées rentre en vigueur.

Les commissions spéciales créées par le présent article sont compétentes pour statuer sur les cas visés aux articles 3, 6 et 8 de la présente loi.

ART. 5.

La commission spéciale de recrutement et la commission spéciale d'appel créées par l'article précédent ont la composition respectivement du conseil d'aptitude et du conseil de revision prévus par les lois de milice coordonnées de 1913.

Elles ont les mêmes attributions que celles définies aux chapitres IV et V de la loi du 1^{er} mars 1919 relativement aux commissions de recrutement et aux commissions provinciales d'appel.

Evenwel mag in alle geval hun aanwezigheid onder de wapens niet minder zijn als vier maand bij het voetvolk en zes maand bij de ruitrij.

De reeds tot den dienst aangewezen mannen worden toegelaten tot het inroepen van het voordeel dezer bepaling, waarvan de toepassing omtrent de over te leggen rechtvaardigingen bij Koninklijk besluit zal geregeld worden.

ART. 4.

Er wordt in elke provincie een bijzondere wervingscommissie en een bijzondere beroepscommissie ingesteld om uitspraak te doen over den toestand der bij artikel 1 bedoelde personen, die, *buiten deze wet*, zullen beheerd worden door de bij Koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Nochtans wordt letter C van artikel 27 der samengeordende militiewetten opnieuw van kracht.

De bij dit artikel opgerichte bijzondere commissies zijn bevoegd uitspraak te doen over de bij artikelen 3, 6 en 8 dezer wet bedoelde gevallen.

ART. 5.

De bij vorig artikel ingestelde bijzondere wervingscommissie en bijzondere beroepscommissie hebben onderscheidenlijk de samenstelling van den Geschiktheidsraad en van den Revisieraad welke voorzien zijn bij de samengeordende militiewetten van 1913.

Zij hebben dezelfde werkzaamheden als deze omschreven bij hoofdstukken IV en V der wet van 1 Maart 1919 betreffende de wervingscommissies en de provinciale beroepscommissies.

Leur compétence territoriale s'étend à la province pour laquelle elles ont été instituées; leur mandat prendra fin à une date qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 6.

Sont seuls considérés comme étant en infraction au sens de l'article 4, 2^e alinéa, de la loi du 30 décembre 1919, les individus auxquels les arrêtés-lois de recrutement pour la durée de la guerre imposaient des *obligations effectives* de service.

Les juridictions instituées en vertu de l'article 4 décident, dans chaque cas :

1^o Si l'intéressé est en infraction au regard des arrêtés-lois de recrutement ;

2^o S'il a des obligations de service au sens des lois de milice coordonnées modifiées par les lois des 1^{er} mars, 15 novembre et 30 décembre 1919.

Selon la décision rendue, elles le réfèrent à la justice répressive par application des arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916, ou, le cas échéant, proposent au Ministre de l'Intérieur la radiation du nom de l'intéressé du registre des récalcitrants.

ART. 7.

Par extension de l'article 30 des lois de milice coordonnées, si un milicien se trouvant à l'étranger est hors d'état de se présenter devant la commission de recrutement, il peut être visité à domicile par deux médecins désignés par le consul du ressort à la réquisition du président de la juridiction dont il s'agit.

Haar gewestelijke bevoegdheid strekt zich uit over de provincie voor dewelke zij ingesteld werden; hun mandaat zal eindigen op een datum welke bij koninklijk besluit zal bepaald worden.

ART. 6.

Worden alleen beschouwd als inbreuk makende naar de opvatting van artikel 4, 2^e lid der wet van 30 December 1919, de personen waaraan de wervingsbesluit-wetten *werkelijke verplichtingen* voor den dienst voor den duur van den oorlog oplegden.

De krachtens artikel 4 ingestelde rechtsmachten beslissen in elk geval :

1^o Of de belanghebbende inbreuk maakt ten opzichte der wervingsbesluit-wetten ;

2^o Of hij dienstverplichtingen heeft naar de opvatting der samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Volgens de uitgebrachte beslissing verwijzen zij hem, bij toepassing der besluit-wetten van 5 Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, naar het beteugelend gerecht of, desgevallend, stellen zij aan den Minister van Binnenlandsche Zaken voor den naam van den belanghebbende te schrappen in het register der weerspannigen.

ART. 7.

Bij uitbreiding van artikel 30 der samengeordende militiewetten kan een milicien, als hij zich in den vreemde bevindt en niet in staat is voor de wervingscommissie te verschijnen, op vordering van den Voorzitter van bedoelde rechtsmacht, ten huize onderzocht worden door twee door den Consul van het gebied aangeduide geneesheeren.

Les praticiens désignés motivent leur rapport et prêtent serment, devant le consul, de la manière indiquée à l'article 30 susvisé.

Ces rapports ne peuvent donner lieu qu'à une exemption temporaire.

ART. 8.

La disposition de l'article 2, chapitre III, n^o VI, de la loi du 1^{er} mars 1919 peut toujours être invoquée, même si le militaire intéressé se trouve déjà dans ses foyers, si, lors de l'entrée en vigueur de la dite loi, il faisait déjà partie de l'armée et n'a pas cessé d'y appartenir.

ART. 9.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 15 novembre 1919, ainsi qu'aux mêmes dispositions de l'article 4 de cette même loi, relative au moment où prend cours la durée du terme de service actif normal, les miliciens des classes 1918 et 1919 qui ont été désignés pour le service avant la clôture des opérations du recrutement de la levée spéciale de 1919, peuvent devancer l'appel au service actif de leur classe, lorsqu'il est dûment établi que l'application des dispositions susdites leur causerait un préjudice grave.

Toutefois, le nombre de miliciens en cause, autorisés à bénéficier du devancement d'appel ne pourra pas dépasser le total de six cents pour chacune des classes intéressées.

En tout état de cause, les bénéficiaires seront astreints à accomplir dans l'arme à laquelle ils seront assignés, comme suite aux décisions des juridictions con-

De aangeduide praktiseerende geneesheeren omkleeden hun verslag met redenen en leggen, op de wijze bij hoogerbedoeld artikel 30 vermeld, vóór den Consul den eed af.

De verslagen kunnen enkel tot een tijdelijke vrijstelling aanleiding geven.

ART. 8.

De bepaling van artikel 2, hoofdstuk III, n^o VI der wet van 1 Maart 1919 kan steeds ingeroepen worden, zelfs indien de belanghebbende militair zich reeds in zijn haardstede bevindt, wanneer hij bij het van kracht worden van genoemde wet reeds deel uitmaakte van het leger en er nog steeds aan toebehoort.

ART. 9.

Bij afwijking van artikel 1 der wet van 15 November 1919, alsook aan dezelfde bepalingen van artikel 4 dezerzelfde wet betreffende het oogenblik waarop de duur van den normalen werkelijken diensttermijn aanvangt, kunnen de miliciens der klassen 1918 en 1919, die voor den dienst werden aangewezen vóór de sluiting der wervingsverrichtingen van de bijzondere lichting van 1919, vóór de oproeping hunner klasse tot den werkelijken dienst, in dienst treden, wanneer behoorlijk is vastgesteld dat de toepassing van voornoemde bepalingen hun een gewichtig nadeel zou herokkenen.

Evenwel mag het aantal der betrokken miliciens, die van de vervroegde oproeping mogen genieten, het totaal van zeshonderd voor elk der belanghebbende klassen niet overtreffen.

Hoe de zaak ook moge staan, de gerechtigden zullen steeds gehouden zijn in het wapen, waartoe zij ingevolge de beslissingen der geding beslissende

tentieuses, le terme de service actif imposé aux autres miliciens de leur classe.

Le Ministre de la Défense Nationale déterminera les conditions et les délais d'application des dispositions du présent article.

Donné à Laeken, le 15 juin 1920.

rechtsmachten werden aangewezen, den werkelijken diensttermijn, welke aan de andere miliciens hunner klasse opgelegd is, te volbrengen.

De Minister van Nationale Verdediging zal de voorwaarden en de toepassingstermijnen der bepalingen van dit artikel bepalen.

Gegeven te Laken, den 15^e Juni 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE .

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.